



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 19/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

TOTAL RAFFINAGE FRANCE

Raffinerie de Provence
La Mède BP 90020
13165 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES

D/SPR/GP/225/2023
Références : D-JPP-1970-MRT-2022
Code AIOT : 0006401056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement TOTAL RAFFINAGE FRANCE implanté Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suites données à l'inspection du 05/06/2019 (torches) et aux dispositions de l'AP du 02/05/22

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTAL RAFFINAGE FRANCE
- Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES
- Code AIOT : 0006401056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La bioraffinerie TERF est située au Sud de l'Etang de Berre, au hameau de La Mède, sur la limite communale entre Châteauneuf-les-Martigues et Martigues. Inaugurée en 1935 pour une capacité de traitement de 500 000 tonnes, l'ancienne raffinerie de Provence traitait, jusqu'à sa reconversion, de l'ordre de 8 millions de tonnes de

pétrole brut par an. Elle est autorisée depuis 2018 à exploiter des installations de bioraffinage de carburants (bio diesel et bio naphta), ainsi que des GPL, du propane et butane, de l'AvGas (essence aviation) et de l'AdBlue (additif anti pollution).

L'inspection porte sur les suites données par la société TERF à l'inspection du 05/06/2019 (torches) et sur le respect d'un certain nombre de dispositions prescrites par l'arrêté préfectoral du 02/05/22.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Torches, COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Pollution	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10.2.1.3	/	Sans objet
4	COV	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 2.3.2	/	Sans objet
6	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 4.1	/	Sans objet
7	Torches	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 10.3.1 et 10.2.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Torches	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 3.2.6.5	/	Sans objet
3	COV	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 2.3.1	/	Sans objet
5	Torches	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les suites données à l'inspection du 05/06/2019 (torches), une non-conformité (gestion des anomalies) n'est toujours pas soldée.

Concernant le respect des dispositions de l'AP du 02/05/22, plusieurs non-conformités (étude technico-économique de réduction des COV dans les bassins API, reporting des événements ayant conduit au torchage) ou potentielles non-conformités (information sur plusieurs incidents en cours) sont relevées.

L'IIC examinera si les réponses apportées par l'exploitant sont de nature à solder ces écarts, faute de quoi des sanctions administratives pourront être proposées (projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Torches

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 3.2.6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Etude technico-économique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sous un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté l'exploitant remet à l'inspection des installations classées une étude visant à réduire la durée d'utilisation du torchage lors des opérations de démarrage et d'arrêt
Constats : Lors d'une inspection précédente en date du 05/06/19, l'inspection des installations classées (IIC) avait constaté que l'étude visant à réduire la durée d'utilisation du torchage lors des opérations de démarrage et d'arrêt n'avait pas été remise dans les délais prescrits par l'article 3.2.6.5 de l'AP du 15/05/2018 visé en référence. La présente inspection permet de constater que l'étude susvisée (Etude de réduction de la durée d'utilisation du torchage lors des opérations de démarrage et d'arrêt, Rév 1, en date du 15/06/20) a été remise à l'IIC par courrier du 29/06/2020, ce qui permet de clôturer la non conformité n°1 relevée suite à l'inspection du 05/06/2019.
Observations : L'essentiel des mesures proposées par l'exploitant dans l'ETE (Etude Technico-Economique) susvisée consiste à redémarrer l'unité HVO (sous réserve de disponibilité de l'H ₂ délivré par Naphtachimie ou Air liquide), avant l'unité Reformer 5 (REF5), ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. En effet, lorsque l'unité REF5 redémarre avant l'unité HVO, tout l'H ₂ non consommé avant le démarrage de l'HVO (qui peut être décalé de plusieurs jours) est envoyé vers la torche. Cette disposition devrait donc permettre de réduire la durée d'utilisation de la torche en cas de redémarrage des unités. Dans le cas d'un arrêt, c'est au contraire l'unité REF5 qui est arrêtée avant les autres. L'inspection des installations classées (IIC) a pu constater, sur la base du planning de l'arrêt planifié le 05/09/22, que les unités de l'HVO ont redémarré le 17/09, avant le redémarrage de l'unité REF5 qui a débuté le 27/09. L'ETE précitée préconisait également la remise d'une étude complémentaire permettant de définir la destination des GPL et essences sauvages (= non stabilisées), habituellement envoyés vers le ballon V9 (V3 selon l'exploitant) du REF5. L'exploitant a pu présenter à l'IIC une procédure (procédure consigne temporaire 0422 – gestion C3 dans les unités en date du 20/07/22) permettant de réguler l'envoi du GPL (C3) vers le réseau. Il est attendu que l'exploitant précise si cette procédure est à considérer comme l'étude complémentaire susvisée, précise son impact sur la durée d'utilisation des torches lors des phases d'arrêt et de redémarrage des unités et en adresse une copie à l'IIC.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10.2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des anomalies
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Gestion des anomalies des émissions atmosphériques</p> <p>Afin d'avoir une vision dynamique des pics de pollution et des actions qui peuvent être menées face à ces situations ponctuelles, l'exploitant, au regard des valeurs de référence (bruit de fond, VTR, valeurs guides, seuils olfactifs...), définit pour chaque polluant surveillé les valeurs pour lesquels il considère une mesure comme anormale et nécessitant une action de réduction des émissions.</p> <p>Dès notification du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre des actions correctives associées en cas de dépassement des substances mesurées par rapport à ces valeurs de référence, y compris pour les mesures réalisées par le réseau de mesure de la qualité de l'air.</p> <p>Sous un an à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant définit une méthodologie de gestion des anomalies des émissions atmosphériques permettant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - formaliser la transmission de l'information des anomalies mesurées (fiche type par exemple, mailing, etc.) ; - déterminer l'origine de l'anomalie et corréler le cas échéant des mesures observées avec les données d'autosurveillance, les périodes de dysfonctionnement des installations potentiellement émettrices (fuite d'équipement, indisponibilité d'installations de traitement) ; - proposer et mettre en œuvre des mesures de réduction des effets sur la santé des populations ; - proposer et mettre en place un suivi renforcé pour suivre l'efficacité des mesures définies. <p>Cette gestion des anomalies est à mettre en œuvre dès démarrage de la surveillance environnementale, telle que mentionnée à l'article 10.2.1.2 supra.</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection précédente du 05/06/2019, l'IIC a relevé que l'exploitant n'avait pas défini de méthodologie de gestion des anomalies des émissions atmosphériques, ce qui a caractérisé une non-conformité aux dispositions de l'article 10.2.1.3 de l'AP du 16/05/2018 visé en référence (cf Ecart n°3).</p> <p>Lors de la présente inspection, sur la base des derniers rapports de surveillance des émissions atmosphériques présentés par l'exploitant, il est constaté d'une part que seul le benzène dispose d'une valeur seuil d'anomalie (égale au double de la VLE), contrairement aux autres polluants objets de la surveillance (cadmium, arsenic, chrome VI, nickel, 7,12-diméthylbenz(a)anthracène), et d'autre part qu'aucune procédure n'a été mise en place pour préciser les modalités d'information mentionnées à l'article 10.2.1.3 en cas de dépassement de ces seuils.</p> <p>La non conformité relevée lors de l'inspection du 05/06/2019 n'est donc toujours pas soldée à ce jour.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de réduction sur réservoirs LI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de réduire les émissions de COV, l'exploitant équipe chaque réservoir de stockage de LI à toit flottant ou à écran flottant de dispositif de réduction sur les verticales de pige ou barres creuses (appelé Fourreau VPR). La mise en place de ce dispositif sera réalisée à l'occasion de la première inspection hors exploitant détaillée des réservoirs ou de tout arrêté d'opportunité permettant la mise en œuvre de ce dispositif. En tout état de cause, ce dispositif de réduction des émissions de COV sera déployé sur l'ensemble des réservoirs concernés, au plus tard en février 2031 et suivant la progression minimale suivante : 30 % des réservoirs équipés sous 3 ans et 60 % des réservoirs équipés sous 6 ans.
Constats : Selon les dispositions de l'article 2.3.1 de l'AP du 02/05/22 susvisé, l'exploitant doit mettre en place un dispositif de réduction des émissions de COV sur l'ensemble des réservoirs concernés, au plus tard en février 2031 et suivant la progression minimale suivante : 30 % des réservoirs équipés sous 3 ans et 60 % des réservoirs équipés sous 6 ans. Les échéances précitées n'étant pas échues, le contrôle consiste à s'assurer que le calendrier prévisionnel qui avait été transmis par TERF le 30/06/21, actualisé depuis, est conforme aux attendus précités. A l'issue de contrôle, aucune non conformité n'est donc relevée.
Observations : L'exploitant a présenté en salle quelques explications et photos sur le dispositif prévu (ces dernières seront transmises à l'IIC pour information), ainsi que l'état d'avancement du calendrier prévisionnel qui avait été transmis par TERF le 30/06/21 et acté par l'AP visé en référence. Le constat est le suivant : sur les 29 bacs soumis aux dispositifs de réduction de COV précités, 3 en sont déjà équipés (1 en 2022, 2 en 2022). Par rapport au calendrier transmis par TERF 30 juin 2021, quelques échéances ont été revues à la hausse ou à la baisse, mais sans remise en cause d'atteinte des objectifs imposés (30 % sous 3 ans, 60 % sous 6 ans, 100 % d'ici 2031).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bassins API
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant remet sous quatre mois à compter de la notification du présent arrêté une étude technico-économique complémentaire permettant de définir les moyens propres à réduire les émissions surfaciques de COV des bassins API. Les solutions étudiées et celle retenue par l'exploitant font l'objet d'un positionnement par rapport à la cible théorique d'abattement de 95 % citée dans l'étude de réduction des émissions de COV du 30 décembre 2020 et complétée le 30 juin 2021. Cette étude est accompagnée d'un échéancier de réalisation. Le dispositif retenu est mis en œuvre dans un délai global de 36 mois à compter de la notification du présent arrêté avec une mise en œuvre progressive sur les différents bassins API concernés à raison de 50 % minimum de la surface des bassins sous 24 mois.
Constats : Au jour du contrôle, l'exploitant n'a pu présenter à l'IIC l'étude technico-économique complémentaire permettant de définir les moyens propres à réduire les émissions surfaciques de COV des bassins API. Il s'agit d'une non conformité aux dispositions de l'article 2.3.2 de l'AP du 02/05/2022 visé en référence, puisque cette étude devait être transmise sous 4 mois, et que ce délai est échu.
Observations : L'exploitant a précisé que l'ETE avait été réalisée et était en cours de finalisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Torches

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction de la durée d'utilisation de la torche
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de limiter la durée d'utilisation de la torche lors des opérations de démarrage et d'arrêt des unités, l'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures organisationnelles visant à permettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le démarrage de l'unité HVO (HDI et HDT) avant l'unité REF5 ; • l'optimisation des arrêts pour limiter le recours au torchage, en procédant à la mise à l'arrêt de l'unité REF5 avant les autres unités ; • la vaporisation du butane dans l'essence lorsque les conditions climatiques le permettent (i.e. préférentiellement en hiver). <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments permettant de justifier le respect des mesures organisationnelles prévues au présent article.</p>
<p>Constats : Comme mentionné dans un précédent constat, l'inspection a pu vérifier, sur la base du planning de l'arrêt des unités planifié le 05/09/22, l'arrêt effectif du REF5 avant les autres unités et le redémarrage de l'unité HVO (HDI et HDT) avant celui du REF5.</p> <p>Aucune non conformité n'est relevée.</p> <p>Néanmoins, le mode opératoire précité et les conditions de vaporisation du butane dans l'essence nécessitent d'être matérialisés dans une procédure interne rattachée au SGS du site. L'exploitant informera l'IIC de la réalisation effective de ces procédures.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Définition du programme de surveillance des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance environnementale prévue à l'article 10.2.1.2 de l'arrêté du 16 mai 2018 susvisé comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour la surveillance du benzène : pendant les cinq premières années à compter de la notification du présent arrêté, la réalisation de 8 campagnes de prélèvements par an d'une durée minimale d'intégration de 14 jours au niveau de 7 points de mesures repérés en figure 1 de l'annexe 3 ; • pour la surveillance des substances particulière (cadmium, arsenic, chrome VI, nickel, 7,12-diméthylbenz(a)anthracène) : la réalisation de campagnes de prélèvements biennales d'une durée minimale de 30 jours, une sur la période estivale, une sur la période hivernale, au niveau de chacun des points de mesures repérés en figure 2 de l'annexe 3. <p>Les modalités de transmission des résultats du suivi environnemental annuel du milieu récepteur des rejets de l'établissement sont définies à l'article 10.3.4 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2018.</p>
<p>Constats : les modalités de la surveillance environnementale du site ont été actualisées suite à la dernière étude d'impacts réalisée et pour intégrer l'avis de l'autorité environnementale.</p> <p>Comme précisé par l'article 41 de l'AP du 02/05/22 visé en référence, elle comporte désormais :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la surveillance du benzène, la réalisation de 8 campagnes de prélèvements par an, pendant 5 ans, sur une durée minimale d'intégration de 14 jours au niveau de 7 points de mesures ;

<p>- pour la surveillance des substances particulière (cadmium, arsenic, chrome VI, nickel, 7,12-diméthylbenz(a)anthracène), la réalisation de campagnes de prélèvements biennales d'une durée minimale de 30 jours, une sur la période estivale, une sur la période hivernale.</p> <p>Quelques rapports de surveillance ont été présentés à l'IIC durant le contrôle. Aucune non conformité n'est relevée, mais plusieurs observations sont formulées ci-après.</p>
<p>Observations :</p> <p>1 - Il a été constaté plusieurs dépassements du seuil d'anomalie (10 microgrammes/l) au niveau du point de surveillance 4. Comme relevé dans un précédent constat, en l'absence de procédure de gestion des anomalies définissant les modalités d'information (situation de non conformité), il n'y a pas eu de report de l'information vers l'IIC, ce qui doit être corrigé.</p> <p>Toutefois, il est à noter que l'exploitant a créé une fiche réflexe, qui permet de définir les actions à entreprendre en cas de dépassement du seuil de gestion des anomalies pour le benzène. En synthèse, si le dépassement est expliqué (l'exploitant est invité à renseigner systématiquement les opérations particulières survenant durant les campagnes et susceptibles de générer des dépassements de benzène) et non appelé à se reproduire, aucune action particulière n'est entreprise. Si au contraire, les événements déclarés par l'exploitant ne permettent pas d'expliquer leur origine, des investigations complémentaires sont engagées (mesurage caméra IR de la zone + ultra RAE dans la zone).</p> <p>L'IIC a pu constater que les actions susvisées telles que prévues dans la fiche réflexe avaient bien été réalisées pour investiguer sur les dépassements mesurés au niveau du point 4. Des mesures par caméra IR ont permis d'identifier que l'origine venait très probablement d'une trappe de visite (utilisée notamment pour dégazer les bacs) disposée sur l'écran interne du bac B15 (Naphta), censée se fermer lorsque l'écran ne repose pas sur ses béquilles, et qui est restée en position ouverte.</p> <p>Il est attendu de l'exploitant qu'il confirme les actions correctives envisagées (verrouillage des trappes de visite ou autre), en indiquant les bacs concernés et un échéancier de réalisation.</p> <p>2 - L'IIC constate que pour les polluants autre que le benzène, un seul point de prélèvement est positionné à ce jour (selon dispositions de l'AP visé en référence), au niveau de la zone de concentration maximale modélisée. Afin de consolider les mesures de surveillance environnementales pour ces polluants, l'IIC recommande à l'exploitant de multiplier, pour quelques campagnes de surveillance, le nombre de points de prélèvements afin de s'assurer de la pertinence du modèle retenu.</p> <p>3 - Plusieurs événements relatifs à des concentrations élevées en benzène ou COV mesurées dans les unités ont été portés à la connaissance de l'IIC durant le contrôle (incident du 23/11 sur purge manuelle du bac de slops D027, recherche de fuites en cours au niveau de l'unité HVO et REF5). L'exploitant transmettra dans les meilleurs délais des rapports d'événements sur ces incidents, mentionnant leur cause et les actions correctives engagées. Il précisera également si des VLE anormales ont été décelées durant ces événements, notamment au niveau des points d'analyse de surveillance environnementale du benzène.</p> <p>4 - En lien avec les remarques susvisées, l'IIC rappelle que l'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, accompagné d'un rapport d'incident, que cet incident fasse l'objet ou non d'une fiche GP, en application de l'article R512-69 du code de l'environnement. L'inspection jugera, sur la base des éléments remis par l'exploitant, dans quelles conditions ces informations auraient dû être déclarées à l'IIC. En cas de manquement constaté, une ou plusieurs contraventions relevant de la 5ème classe seront proposées par l'IIC.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 10.3.1 et 10.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan et estimation des gaz envoyés à la torche
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 10.3.1 AP 2018 : Le bilan mensuel des émissions inclut les débits de gaz envoyés vers la torche ainsi que les raisons des envois à la torche (démarrage, arrêt, fonction de sécurité) et l'estimation des émissions associées.</p> <p>Art 10.2.1 AP 2018 : Concernant la torche, l'exploitant établit une estimation des débits et des flux massiques de polluants (PM, NO_x, SO₂, COV, Métaux) rejetées eu égard aux événements ayant entraînés le torchage (démarrage, arrêt, fonction de sécurité) qui seront précisées. Les informations correspondantes sont conservées et tenues à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant prend en compte les rejets de polluants atmosphériques liés aux torchages dans ses bilans d'émission. Les torches sont équipées et exploitées de manière à limiter les émissions de polluants à l'atmosphère.</p>
<p>Constats : Sur la base des éléments mis à la disposition de l'IIC le jour du contrôle, il est constaté que les bilans mensuels des émissions incluant les débits de gaz envoyés vers la torche ne précisent pas systématiquement les raisons ayant conduit au torchage. En effet, seuls les événements conduisant à des débits de torche > 24 t/j font l'objet de ce type d'analyse jusqu'à présent.</p> <p>De fait, pour ces événements conduisant à des débits de torche < 24 t/j il n'est pas établi d'estimation des débits et des flux massiques de polluants (PM, NO_x, SO₂, COV, Métaux) rejetés eu égard aux événements ayant entraînés le torchage (démarrage, arrêt, fonction de sécurité).</p> <p>Ces constats constituent des non-conformités aux dispositions des articles 10.2.1 et 10.3.1 de l'AP visé en référence.</p>
<p>Observations : Il est attendu que l'exploitant précise les dispositions qu'il entend mettre en oeuvre pour se conformer aux dispositions susvisées pour les prochains bilans.</p> <p>Il est rappelé par ailleurs à son attention les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les rapports d'autosurveillance, contrôles, surveillance environnementale doivent être transmis à l'IIC dans les délais prescrits ; - toutes les causes de dépassements des seuils réglementaires doivent être commentées (investigations mises en oeuvre, conclusions...) et accompagnées le cas échéant de propositions d'actions correctives assorties d'un échéancier de réalisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet